

**EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION
DU POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU CŒUR ENTRE-DEUX-MERS
COMITE SYNDICAL du 15 septembre 2022**

DELIBERATION N°22/2022

Objet : Candidature du Cœur Entre-deux-Mers au Contrat d'Objectifs Territorial de l'ADEME

L'an deux mille vingt-deux, le quinze septembre à dix-huit heures, le Comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Cœur Entre-deux-Mers dûment convoqué, s'est réuni à Targon.

Date de convocation du Comité syndical : 2 septembre 2022.

Secrétaire de séance : Patrice Chazallet

Présents à 18h :

présents à l'or.

TITULAIRES			SUPPLEANTS		
CDC RURALES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
DALLA LONGA	Marie-France	×	BOUDON	Chantal	
FAVORY	Jean		SHERIFFS	Colin	
MAULUN	Frédéric	×	GUÉRIN	Éric	
TESSIER	Sylvie	×	LAPUYADE	Arlette	
CDC LES COTEAUX BORDELAIS					
AUBIN	Maryse	×	AVINEN	Marc	
JOUCREAU	Michel		BONNIER	Patrick	
COLINET	Christophe		LHOMET	Sylvie	
GUERIN	Christine	×	CHAMPALOU	Karine	
DESTRUEL	Philippe		LE ROUX	Hélène	
CDC RIVES DE LA LAURENCE					
QUENNEHEN	Vincent	×	LA MACCHIA	Bruno	
MARTIN	José	×	YANINI	Daniel	
BORIES	Lucile		DA COSTA	Laëtitia	×
FAVRE	Emmanuelle		KOUTCHOUK	Harrag	
COTSAS	Pierre		SEVAL	Pierre	
BAGOLLE	Céline	×	AYAYI	Sylvie	
CDC DES PORTES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
MONGET	Alain	×	ROUGIER	Frédéric	
CHAZALLET	Patrice	×			
ZEFEL	Nathalie		CASTAING	Corinne	
GOEURY	Céline	×			
BARRABES	Xavier		DELPONT	André	
CDC DU CREONNAIS					
ZABULON	Alain	×	MONNERIE	François	
PAGÈS	Bernard	×	LAFON	Maryvonne	×
CHIRON-CHARRIER	Marie-Antoinette		BARTHET-BARATEIG	Romain	
BOIZARD	Alain	×	JOYEUX	Jean-Luc	

Nombre de délégués en exercice : 24 titulaires

Quorum : 13

Délégués présents (titulaires et suppléants) : 16

Délégués excusés en cours de séance : Alain Zabulon (19h10)

Délégués représentés : 1 (pouvoir de Mme Chiron-Charrier à M Pagès)

Délégués représentés en cours de séance : 0 (pouvoir de à - heure)

Suppléant ayant pris part au vote : tous les suppléants

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-200049682-20220915-22-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/09/2022

Affichage : 21/09/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Pôle Territorial du Cœur Entre-deux-Mers a été sollicité par l'ADEME pour bénéficier d'un Contrat d'Objectifs Territorial. Ce contrat se base sur les deux référentiels Economie Circulaire et Climat-Air-Energie du programme Territoire Engagé pour la Transition Ecologique et doit s'inscrire à l'échelle du territoire du Cœur Entre-deux-Mers. En effet, il doit s'articuler avec le CRTE (Contrat de Relance et de Transition Ecologique signé avec l'Etat) et le PCAET de chaque communauté de communes.

Se déroulant sur 4 ans, ce contrat permet notamment :

- un soutien à l'ingénierie (personnel mutualisé, études complémentaires pour la mise en place d'actions, outils de communication mutualisés) pour appuyer la mise en œuvre d'actions mutualisées inscrites dans les stratégies territoriales PCAET,
- un audit climat-air-énergie (financé intégralement par l'ADEME avec l'appui d'un conseiller externe expert) par communauté de communes, basé sur les études déjà menées dans le cadre du PCAET et des 2 SCoTs, pour se fixer des objectifs de progression et un plan d'actions en matière de transition énergétique,
- un audit déchet-économie circulaire, (financé intégralement par l'ADEME avec l'appui d'un conseiller externe expert), par communauté de communes, basé sur les études déjà menées avec le SEMOCTOM et engagé dans une démarche similaire, pour se fixer des objectifs de progression et un plan d'actions en matière de gestion des déchets et d'actions d'économie circulaire,
- d'envisager l'obtention du label national « Territoire engagé dans la transition écologique Climat, air, énergie et Economie Circulaire » pour les communautés de communes et donc pour le territoire du Cœur Entre-deux-Mers.

Ce contrat de 4 ans est en 2 phases :

Phase 1 : 18 mois maximum - dotation financière ADEME : 75 000 euros

La première phase de ce Contrat d'Objectifs Territorial, basée sur l'audit de la stratégie des cdc, de ses projets et actions, n'engagera aucun financement des Cdc. Suite à cette phase 1, le Pôle et les Cdc resteront libres de s'engager, ou non, dans la phase 2 du dispositif consacré au volet opérationnel.

Phase 2 (optionnelle) : 3 ans – dotation financière ADEME : 275 000 euros maximum suivant l'atteinte d'objectifs fixés avec les Cdc lors de la phase 1.

La seconde phase est consacrée à la mise en œuvre du programme d'actions.

Le 11 juillet dernier, une réunion de présentation de ce dispositif et d'échanges a eu lieu en présence de représentants des communautés de communes et de l'ADEME.

Si le territoire souhaite collectivement s'engager dans ce contrat dès 2023, l'ADEME demande que chaque communauté de communes formalise son souhait de bénéficier de ce dispositif par un courrier. Le Pôle Territorial doit ensuite s'engager auprès de l'ADEME avant le 30 septembre afin de sécuriser les crédits de l'ADEME pour 4 ans (soit 350 000 euros).

Ce courrier d'engagement des communautés de communes dans ce contrat aux côtés du Pôle Territorial doit mentionner le souhait :

- que le PETR porte et anime le contrat, ainsi que certaines actions mutualisées, pour le compte de la communauté de communes,
- d'impliquer la communauté de communes dans les démarches qui seront réalisées dans le cadre de ce contrat : audits, précision et mise en œuvre des actions,
- de nommer les personnes suivantes (Elu, Technicien) en charge du suivi de ce dossier.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité,

- valider l'engagement du PETR, en lien avec chaque intercommunalité, dans le Contrat d'Objectifs Territorial ;
- désigner le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Cœur Entre-deux-Mers en qualité de structure porteuse pour la mise en œuvre de ce contrat ;
- valider le financement de l'opération citée ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ce contrat avec l'ADEME et tout autre document relatif à cette opération.

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision de nomination peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication,
- le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait et délibéré le 15 septembre 2022

Le Président,



Alain MONGET